

DANS VOTRE QUARTIER



la fabrique démocratique

Construisons ensemble l'avenir de Tarbes

Compte-rendu de la réunion 12

« **Vivre ensemble l'emploi, le développement économique** »

Quartier Centre Ville

Introduction : Bernard Latger

Grand Témoin : Gérald Capel, Directeur ANPE

Mme Isabelle C : Je suis demandeuse d'emploi et je crois qu'il faut continuer les efforts faits par l'agglomération pour redynamiser notre bassin d'emploi. C'est très important.

M. Eric T : Je voudrais parler des 5000 étudiants qui viennent étudier sur Tarbes mais qui après, faute d'emplois, ne peuvent rester vivre ici, s'implanter et participer à la vie de ce territoire. Or, le tissu des TPE PME devrait leur permettre de créer leur entreprise sur Tarbes et il faudrait les accompagner dans ce processus d'innovation.

Mme Marie-Jo B : Sur les publics exclus ou marginalisés, je pense que les gens restent parfois trop longtemps dans ce dispositif d'emplois aidés ce qui les précarisent encore plus. Quelles propositions pour un emploi stable et définitif ?

M. Thierry G : Je suis ancien du GIAT où nous avons des salaires décents. Mais aujourd'hui on est en emploi de service où les salaires sont plus bas. Quand des entreprises s'implantent, il faut mettre en place des commissions avec les syndicats pour que les entreprises qui ferment remboursent les aides et le cas de SPRIA est le meilleur exemple.

M. Jean-Louis G : Certes, le développement économique n'est pas de la compétence de la ville mais il faut faire la promotion de la ville et un projet de gauche doit inclure le développement économique en terme d'image.

Mme Marie-Laure B : Je voudrais faire une proposition. Une collectivité doit créer de l'emploi public. C'est une façon de se battre contre la précarité mais ce n'est pas une finalité.

Mme Annie S : Je me demande s'il n'y a pas des choses à faire en partenariat avec la Mairie, le Grand Tarbes, la Région et le Conseil Général car on ne peut rien attendre de l'Etat. Il y a beaucoup de gens formés mais qui ne trouvent pas d'emplois.

Bernard Latger : Sur le GIAT, en tant que syndicaliste, je peux en parler. Il y a de grosses pertes d'emplois industriels dans ce département mais compensées par les emplois de services. Une municipalité doit se battre aux côtés des salariés. Il doit y avoir un devoir de résistance. Or, le Maire de Tarbes actuel n'était pas aux côtés des salariés de GIAT. Si cela avait été une municipalité de Gauche, il y aurait eu, je le pense, des choses de sauver. Lui au lieu de vouloir sauver, il n'a penser qu'à vouloir racheter le site pour en faire un fourre-tout.

M. Ludovic G : Je voudrais parler de marketing territorial ou des entreprises que l'on voudrait voir arriver sur l'agglomération. Il faut voir, lorsque l'on cherche à faire venir des entreprises, la complémentarité entre les entreprises et les formations dispensées sur le pôle universitaire. Le secteur tertiaire ne se suffit pas à lui-même et il ne permet pas à des commerces existants de développer leur chiffre d'affaire. Il faut attirer des entreprises qui développent de nouvelles formations. Il ne faut pas vivre avec un profil constant et il faut valoriser les atouts de la ville par de la communication plus forte. Entre la côte Basque et Toulouse, il y a un secteur névralgique à prendre en compte et il se trouve que Tarbes est dans cette zone et que c'est une chance à exploiter.

M. Albert M : Je voudrais dire que sur Tarbes ou l'agglo, il y a un manque de sièges sociaux d'entreprises qui sont les lieux décisionnels. Mais comment attirer ces sièges ? Je trouve aussi que le centre ville n'est pas accueillant, avec des magasins fermés et en terme d'emplois, il faut donner envie de venir s'installer. Il y a 2 types d'emplois : l'emploi public qui a ses limites et l'emploi privé qui est la solution en essayant de mettre l'accent sur les atouts de ce territoire. Et aussi, je veux parler de la clause d'insertion dans les marchés publics qu'il faut favoriser.

M. Gérald C : Il faut travailler les fondamentaux pour créer du développement. Sur le bassin de Lannemezan mais aussi sur le Val d'Adour, c'est ce qui a été fait et on voit que l'on arrive petit à petit à recréer de la dynamique. Je crois que sur la communication, ce que fait le Grand Tarbes avec son salon est exemplaire car cela répond à la demande des demandeurs d'emplois. De plus, le fait d'avoir quelqu'un qui a des liens nationaux peut nous aider à créer de l'emploi et je crois que Jean Glavany est cet homme là.

M. Eric T : Il y a un secteur embryonnaire au niveau national, c'est le secteur du développement durable qu'il faut privilégier. Une agglomération ou une ville peut avoir une compétence et à Tarbes, on peut développer les « biomatériaux ». Il faut aussi faire le lien avec l'économie solidaire. La France est à la traîne sur ce projet et la gauche peut s'en emparer.

M. François T : Est-ce que les futurs élus de Tarbes connaissent bien, dans les quartiers, les besoins économiques et sociaux des habitants ? Il y a des quartiers désertifiés, avec moins de services publics, pas de commerces. Il faut interroger ces personnes qui y vivent et parfois des personnes âgées pour savoir ce qui leur

manque. On peut créer de nouveaux services à la personne et je crois que devant cette situation de manque économique, une collectivité locale peut prendre des initiatives pour ces populations là. Sur les personnes âgées, il faut ouvrir des emplois sociaux avec des contrats aidés au début qui deviennent des emplois pérennes.

Jean Glavany : les futurs élus de Tarbes seront des habitants des quartiers, des militants, des responsables associatifs et il y a une enquête qui a été faite dans ce sens pour connaître les attentes des tarbaises et des tarbais et nous nous appuyerons dessus.

Mme Michèle U : Je pense que le CIEN, qui est sur l'agglomération est méconnu et doit pourtant, parce que c'est un sujet d'avenir, se développer pour aider sur la création de bâtiments HQE, de chauffages propres. Il faut le faire connaître.

M. André B : Au niveau de l'économie, on peut se poser la question, quel est le potentiel de Tarbes ? Il faut faire un état des lieux sur les forces économiques existantes. Ce travail ne pourra se faire qu'avec une synergie de toutes les collectivités. Car il faut être créatif. Il est temps que l'agglomération et la ville marchent ensemble afin que l'on pousse dans ce sens. J'ai une totale confiance en Jean Glavany pour aller dans ce sens.

Mlle Emilie R : J'ai été étudiante jusqu'à l'année dernière. Je suis en contrat alternance et je pense que les étudiants dans ce domaine, sur Tarbes ne peuvent pas continuer leurs études sur Tarbes pour des raisons financières. Lorsqu'on se présente sur le marché du travail, on nous ferme les portes. Il faut un réel partenariat entre les étudiants et les entreprises car ce type de contrats professionnalisant sont une chance énorme pour se faire de l'expérience professionnelle mais encore faut-il que les entreprises jouent le jeu et nous fassent confiance. A Tarbes, les jeunes n'arrivent pas à passer ce cap et partent dans les grandes villes ou sur Pau.

M. David M : Je voudrais revenir sur la question du GIAT. Je crois que l'on se trouve dans le même contexte que toutes les zones industrielles délaissées. On se pose la question de comment réhabiliter. Sur le GIAT, on ne sent pas de cette municipalité la volonté de mettre en avant ce site de façon dynamique. Dans 4 mois, il faudra s'atteler à cette tâche car c'est un enjeu majeur. Il faut parler des lieux culturels que l'on peut implanter, des entreprises, des activités que l'on peut implanter dans les secteurs qui s'ouvrent. Tarbes a certes une tradition de travail industriel à garder mais il faut faire la reconversion pour un avenir meilleur dans cette agglomération. Je terminerai par un point qui me préoccupe, c'est avec les contraintes financières. Comment vont s'articuler les projets de l'agglomération et ceux de la ville ?

Mme Laetitia T : Je pense qu'une politique de Gauche en matière de développement économique sur la ville pourrait être de dire que Tarbes est la ville de l'économie solidaire. Il faut faire venir les promoteurs avec un type d'activité et une gouvernance qui serait au service de l'homme et pas des profits. Il faudrait accueillir une économie en phase avec nos valeurs. On peut trouver des messages forts.

M. José C : Il y a plusieurs pistes lorsque que l'on parle de politiques génératrices d'emplois. Il y a certes le service public mais aussi d'autres secteurs. Sur l'agglomération, il y a des atouts comme les laboratoires de recherche, le pôle universitaire. Tout ceci

n'est peut-être pas créateur d'emplois mais suscite du dynamisme économique. Sur le site du GIAT, ce qui me gêne dans les perspectives de développement économique, se sont les situations de blocages. Parfois, on n'est pas en capacité de mener certains projets à cause de blocages et sur le GIAT, il n'y a pas de projet global de la municipalité. Il faut un partenariat inter collectivités avec la Région, le Grand Tarbes, le Conseil Général. Il faut penser avec un esprit neuf pour l'avenir de ce site. Ouvrir, ce n'est pas que détruire un mur !

Mme Christelle A : J'ai quelques idées pour la création d'entreprise. Mais à qui m'adresser ? Peut-on envisager au sein de la commune, une structure d'accueil pour orienter les gens, les aider à monter leurs projets ?

M. Gérard V : Sur la ville de Arles, qui a la même configuration que nous, il y a les anciens entrepôts de la SNCF comme nous le GIAT. C'est un site en déconstruction. Le scénario se rapproche du notre. Il faudrait aller voir de plus près ce qu'ils font. Certes Arles a des atouts que nous n'avons pas, avec un secteur culturel fortement valorisé mais leur capacité à retrouver du dynamisme économique est intéressante.

M. Michel B : On parle souvent du site de GIAT mais peu d'Alstom. Je crois qu'il faut pérenniser les emplois existants et le développement autour d'Alstom est un enjeu majeur. C'est aussi tout l'aménagement de l'entrée Est de la ville qui est en jeu dans ce projet. En s'appuyant sur la spécificité d'Alstom, ses laboratoires de recherche en partenariat avec le pôle universitaire, il faut fortement appuyer sur ce volet. C'est un projet d'avenir que de faire que Alstom reste dans notre agglomération et je voudrais dire que ce que fait Le Grand Tarbes pour sauver cette activité est à son honneur.

M. Ludovic G : Pour les étudiants qui viennent à Tarbes, sur le premier cycle, l'état d'esprit des étudiants est de dire que cette étape est passagère. Ces étudiants viennent chercher à Tarbes des formations professionnalisantes mais ils n'ont pas en tête de rester sur Tarbes pour leur vie professionnelle. De plus, Tarbes aujourd'hui n'a pas le potentiel d'accueillir tous ces étudiants qui sortent des formations d'enseignement supérieur. Ensuite, je pense que l'économie sociale et solidaire peut séduire les jeunes. Il faut avoir une démarche pour vendre notre territoire et notre ville et je crois qu'avec de la volonté, on peut changer l'image de notre ville et en faire un territoire attractif pour les jeunes.

M. Jean-Louis G : Sur les difficultés de la jeunesse à trouver de l'emploi sur Tarbes, la Maison de l'Emploi serait une réponse pour également trouver un stage. Il faut faciliter la relation et donner une image positive de l'emploi dans cette ville.

M. José C : Sur les étudiants, je rebondis en disant que les étudiants ne peuvent pas tous trouver un emploi sur Tarbes. Il faut trouver un lien entre la vie culturelle, les activités et leurs études. Il faut que leur séjour à Tarbes leur apporte des études mais au-delà, un développement personnel. Il faut qu'ils soient plus intégrés dans la ville car les étudiants sont un facteur direct de développement économique.

Mlle Emilie R : Sur les stages, je ne parlais pas de cela car quand les entreprises, quand elles n'ont pas à payer les étudiants, elles les recrutent sans problèmes. Mais avec la formation par alternance et une demande de contrat, c'est un autre problème

car il faut les salarier. Sur Tarbes, je pense que les étudiants se sentent bien et pourraient rester si il y avait des formations au-delà du Bac +2. Car il n'y a pas de formation post BAC+2, car pas de financements pour ouvrir ces formations. Il y a beaucoup d'étudiants tarbais qui partent étudier ailleurs aussi sans savoir parfois les formations dispensées sur Tarbes. C'est un gâchis qu'il faut ressentir. Sachons promouvoir notre territoire.

Conclusion de Jean Glavany :

J'ai noté quelques idées :

D'abord sur les partenariat : Oui il faut que Tarbes et l'agglomération marchent dans un même élan. Il y a, ces dernières années, eu des blocages entre la ville et l'agglomération sur plusieurs dossiers : le haut débit que l'on souhaité en partenariat avec la ville de Lourdes. Le Maire de Tarbes s'y est opposé et cela a eu des répercussions sur le bassin d'emploi. Sur le GIAT, on avait concocté un partenariat avec l'Etat, le CG, le CR et le Grand Tarbes devant le préfet. Or, quinze jour plus tard, la ville de Tarbes achète seule le site ce qui va coûter 4 fois plus cher à la ville que si il y avait eu un partenariat. Autre projet, sur l'est avec la volonté de donner une meilleure image de l'entrée de l'agglomération. Nous voulons sauver Alstom et s'est fait. Or, pour des raisons idéologiques, le Maire de Tarbes a bloqué ce projet sus prétexte de vouloir protéger un monopole.

Je crois que le vrai partenariat de demain, c'est Tarbes-Ossun-Lourdes. Nous avons commencé à le faire avec l'aéroport où dans un même syndicat mixte, les collectivités sont en partenariat pour sauver cet outil de développement économique. Ensuite, il y a les initiatives de l'agglomération. Il y a 5 ans, il y avait pénuries totales de terrains prêts à accueillir des entreprises. A l'ouest, le Parc des Pyrénées, à l'est le Parc de l'Adour, au Nord, L'Ecoparc de Bordères sur Echez et au Nord est, le parc artisanal d'Orleix.

Sur les éco industries, à Bordères sur Echez, nous créons un écoparc qui permettra d'accueillir des entreprises à caractère écologique. Sur Tarbes, il y a des entreprises qui ne pouvaient s'agrandir faute de locaux et qui peuvent s'agrandir désormais sur nos zones. Sur les entreprises qui sont nées dans nos pépinières, elles voient aujourd'hui le jour en autonomie sur la zone des pyrénées. Il faut une offre diversifiée pour accueillir les entreprises.

Je pense aussi que le pôle universitaire est un atout majeur de cette agglomération, que d'avoir 5000 étudiants est une chance. Ceci est du au combat des collectivités. Il faut encore le développer. Et puis, il y a la recherche qu'il faut continuer à aider tels PEARL, PRIMES, ces laboratoires de recherche qui sont une source exceptionnelle d'innovation. C'est un élément pivot du développement économique.

Les Services publics locaux, nous commençons à travailler sur de nouveaux services publics locaux.

La Maison commune publique Emploi-Formation permettra d'offrir un lieu unique pour les demandeurs d'emplois.

J'ai noté le besoin de coordination dans ce secteur. Il faudra amplifier le rôle du CESAT. Les associations d'insertion sont également importantes à développer ainsi que l'économie solidaire.

Merci à vous tous.